JUILLET – AOÛT ★ 2€ / SOUTIEN DÈS 5€

La Relève

N°7

JOURNAL DE L'UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

VACANCES

ENTRE POLITIQUE ET PRIVILÈGES

ÉLECTIONS

ANALYSE ET BILAN

SOLIDARITÉ AVEC CUBA

NON À L'AGRESSION IMPÉRIALISTE !

LE DÉPART EN VACANCES

ENTRE POLITIQUE ET PRIVILÈGES

ROX

La saison estivale est là et, coïncidence, suffisamment de restrictions sanitaires ont été levées pour permettre de partir en vacances. Pourtant, les départs en vacances ne concernent pas tout le monde : beaucoup se retrouvent à rester chez eux voire à devoir travailler tout l'été et ceci concerne particulièrement les jeunes travailleurs et les étudiants.

La levée des restrictions sanitaires : décision scientifique ou politique ?

La saison estivale et la levée de la majorité des restrictions sanitaires sont arrivées au même moment alors même que la panique monte à cause du variant delta de la Covid-19, beaucoup plus virulent que le virus « classique ». Même si quelques restrictions auraient pu être levées compte tenu du ralentissement de la pandémie, le nombre et la nature de ces dernières font que cette décision semble plutôt inconsciente avec la montée du variant delta et du nombre de vaccinés toujours insuffisant pour endiguer efficacement la propagation du virus.

Cette décision est pourtant tout sauf inconsciente : Macron et son gouvernement ont bien conscience de ce qu'ils font, c'est-à-dire de la politique bourgeoise et électoraliste. Cette levée des restrictions juste au début de la saison estivale est plus politique que scientifique, car elle vise à apaiser les tensions en s'attirant les faveurs du peuple-travailleur enfin « libéré » des contraintes posées par ces restrictions et pouvant donc profiter pleinement de l'été.

Puis sont arrivés le pass sanitaire et les restrictions imposées aux non-vaccinés. Là encore, cette décision n'est pas surprenante : comme les dernières levées de restrictions n'étaient pas scientifiques mais purement politiques, la circulation du virus a crû en intensité ; qui plus est, cette décision était vouée à indigner un nombre très important de personnes, ce qui permet de reprendre les projets de destruction de l'assurance-chômage et des retraites en canalisant et redirigeant les colères vers le pass sanitaire et en divisant artificiellement la population en deux camps qui

seraient ennemis, les vaccinés et les non-vaccinés, les pro-vaccin et les anti-vaccin, ce qui permet de faire oublier la seule vraie division de la société : celle entre exploiteurs et exploités, entre capitalistes et travailleurs.

Malgré cette levée des restrictions qui a permis à un grand nombre de personnes de partir de nouveau en vacances, seules certaines personnes sont finalement concernées : beaucoup sont forcés à rester chez eux voire à travailler tout l'été, la montée croissante de la précarité et de la pauvreté n'arrangea en rien ce fait.

Des vacances à deux vitesses : les vacanciers, puis les autres

Personne ne pourra nier ce fait : partir en vacances coûte de l'argent. Or, cet argent, pas tout le monde ne l'a. Cette affirmation est d'autant plus vraie que croissent le nombre de privés d'emploi, de pauvres et de précaires.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : depuis des dizaines d'années ils n'ont peu évolué et ils montrent qu'au total près de 40% des Français ne partent pas en vacances. Pire: des chiffres plus précis montrent que les revenus d'un individu ou de sa famille ont une incidence directe sur la probabilité de départ en vacances ; que les moins diplômés partent moins souvent que les plus diplômés ; que les cadres sont presque deux fois plus nombreux à partir en vacances que les ouvriers ; que les jeunes travailleurs, les étudiants et les retraités sont ceux qui partent le moins en vacances. Concernant les étudiants : autour de deux tiers d'entre eux ne partent pas en vacances l'été mais y travaillent, en plus de leurs études de septembre à juin.

Les faits sont flagrants : partir en vacances est un privilège. C'est un privilège qui est obtenu d'autant plus facilement si l'on est riche, diplômé ou cadre. Pourtant, tout le monde ne mérite-t-il pas de partir en vacances ? Pourquoi le pauvre, pourquoi l'étudiant, pourquoi l'ouvrier, pourquoi le retraité mériteraient-ils moins de partir en vacances ? Parce que cela découle des lois fondamentales du capitalisme. Parce que selon ces dernières, partir en vacances n'est pas un droit mais un privilège déterminé par sa classe et ses revenus. Et s'il n'y avait que ça : même pouvoir manger et se loger, pouvoir satisfaire ses besoins les plus vitaux, ne sont pas des droits mais des privilèges. Combien de personnes ne mangent pas à leur faim, combien de personnes sont-elles sans-abri et sans domicile fixe, par simple manque d'argent ?

Sous le capitalisme, tout est privilège et rien n'est droit. Détruire le capitalisme et instaurer la société socialiste, la société qui lui succède historiquement, la société des travailleurs eux-mêmes, c'est obtenir définitivement ces droits qui doivent être nôtres. ★

PALESTINE

L'ÉTAT D'ISRAËL MASSACRE LA POPULATION LE HAMAS RENFORCE SA POSITION

MIGUEL

Le mois de ramadan de 2021 aura été marqué par le nouveau massacre que l'État d'Israël a commis à l'encontre de la population palestinienne. Dès la mi-avril des échauffourées se succèdent en Cisjordanie et notamment à Jérusalem sous fond de fêtes religieuses juives et musulmanes dont les dates ont coïncidé cette année. Les ripostes israéliennes, d'une délirante démesure propre aux oppresseurs les plus abjects, ont clairement pour objectif de produire une escalade permettant à l'État d'Israël de déclencher une offensive générale contre le peuple palestinien et ses organisations politiques. Le conflit entamé à Jérusalem se déplace rapidement vers la bande de Gaza où le Hamas tient une position forte et dont la population a payé le prix fort d'une machine de guerre israélienne dévouée à son écrasement. Cette offensive se solda, entre le 10 et le 21 mai, par la mort de 256 palestiniens dont 66 enfants, ainsi que 1 900 blessés et 72 000 déplacés. De son côté Israël compte 14 morts et 343 civils blessés. Au vu des chiffres, il est difficile de soutenir l'existence d'une vraie guerre, l'État israélien et ses soutiens internationaux en ont pourtant réussi l'exploit.

Côté israélien, l'offensive est menée sous la « doctrine Dahiya » de l'armée israélienne, qui efface la distinction entre cibles militaires et civiles dans une guerre asymétrique. 1500 roquettes ont été lancées contre la bande de Gaza pendant les dix jours d'offensive sous prétexte de lutte antiterroriste. Si les méthodes quasi génocidaires de l'État d'Israël sont en général un moyen de poursuivre la politique de colonisation et de déplacement massif des populations palestiniennes, l'enjeu politique très particulier était la survie du gouvernement Netanyahou, accusé par les secteurs les plus réactionnaires d'Israël de mollesse en ce qui concerne la colonisation. Les faits semblent pourtant démentir cet extrême : les événements d'avril à Jérusalem font la continuité du processus de « reconquête » israélienne de *la ville sainte*, pourtant située au milieu de la Cisjordanie. Reconquête intensifiée par le gouvernement Netanyahou épaulé par les États-Unis dont la politique concernant Jérusalem a été reconduite par Joe Biden. C'est également le gouvernement Netanyahou qui promulgue la répulsive *loi sur l'État-nation du peuple juif* en 2018. Dans tous les cas, quelques jours après le cessez-le-feu du 21 mai, le gouvernement Netanyahou était désavoué par la Knesset et remplacé par une [pas si] hétéroclite coalition de partis bourgeois de la gauche à l'extrême droite dirigée par Naftali Bennett, un homme d'affaires qui a démontré maintes fois sa volonté de

soumettre inconditionnellement le peuple palestinien à l'État d'Israël et à ses monopoles.

Côté palestinien, la crise a permis au Hamas de consolider sa position politique face à une Autorité Palestinienne qui s'est effacée. Le report indéfini des élections prévues le 22 mai et son impuissance face à la prise d'initiative de la part du Hamas dans les combats de ce printemps affaiblissent le pseudo-État palestinien et insinuent l'affranchissement du parti islamiste à son égard. De fait, le Hamas confirme son statut au-delà de celui de « parti » : il s'agit d'une organisation totale, ayant des structures diversifiées non seulement militaires, mais également des services sociaux, des médias, etc. Face à la faiblesse de l'Autorité palestinienne et à l'inexistence de l'État d'Israël qui exerce une politique d'apartheid envers la population palestinienne, le Hamas approfondit sa position pas autant d'un parti au sein de l'Autorité Palestinienne, mais comme un concurrent direct vis-à-vis de celle-ci. Avec sa participation au conflit, il a pris la perche tendue par l'État israélien lors de la répression à Jérusalem. En défendant avec détermination la position des fidèles musulmans face à la répression, il renforce sa position, il s'érige en paladin de l'islam dans un conflit de plus en plus axé sur le religieux. Bien entendu la prééminence du leitmotiv religieux va dans le sens des intérêts des ennemis du peuple palestinien : non seulement cela permet de souder les soutiens internationaux sur la base soit de la lutte antiterroriste, soit du soutien aux fidèles musulmans, voire à la charia ; mais bien entendu la question sociale essentielle est perdue et l'identité religieuse occulte la lutte de classes comme réelle cause du conflit et les monopoles capitalistes comme les meneurs et profiteurs.

Entre temps, les partis se succèdent mais l'admirable peuple palestinien démontre une fois de plus sa détermination à résister face aux massacres commis par l'État d'Israël. Les démonstrations de solidarité populaire internationale demeurent, dont celle en France entamée par l'association Résistance et Solidarité. Cette dernière tient une campagne pour collecter des fonds pour acheter des médicaments en bénéfice de l'Union des Comités de travailleurs de la santé de Gaza, région extrêmement affectée par le blocus qu'Israël a mis en place contre elle et qui a coûté près de 17 milliards de dollars depuis 2007.

Soutenons la solidarité internationale envers le peuple palestinien ! ★

ÉLECTIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES

ANALYSE ET BILAN

VICKEN

Avec la pandémie de Covid-19, le « monde d'après » n'a pas encore révélé toutes ses mauvaises surprises. Les 20 et 27 juin 2021 se tenaient les élections régionales et départementales. Ayant lieu durant la pandémie de Covid-19, elles étaient prévues initialement au mois de mars mais ont finalement eu lieu au mois de juin. Ces élections, comme les précédentes depuis quelques années maintenant, confirment l'évolution du système politique actuel et la recomposition politique en cours. Cependant elles mettent aussi en valeur un élément supplémentaire, tout aussi fondamental et déterminant pour la suite.

L'abstention a tout d'abord atteint des niveaux inédits lors de ces élections. S'élevant à environ 66% des inscrits pour le premier tour, l'abstention aux élections régionales et départementales s'élevait à 65,31% pour le second sur l'ensemble du territoire. Cependant, la catégorie socioprofessionnelle constitue un critère déterminant. Qui s'est donc le plus abstenu ? On remarque que, pour le seul premier tour, les ouvriers et les employés se sont abstenus à hauteur de 75% chacun. Les cadres et les professions intermédiaires se sont abstenus à hauteur de 69% chacun et les retraités à hauteur de 47%. Les ouvriers et les employés sont donc ceux qui se sont le plus abstenus. L'âge constitue ensuite aussi un autre critère déterminant. Ainsi pour le seul premier tour, seuls 13% des 18 à 24 ans et 17% des 25 à 34 ans sont allés voter. Le taux de participation est d'environ 30% chez les 35-69 ans. Enfin parmi les 70 ans et plus, habituellement plus mobilisés, quatre inscrits sur dix ont boudé les urnes. Pourquoi se sont-ils abstenus ? La question a été posée aux abstentionnistes lors du second tour des élections régionales et 27% voulaient exprimer leur mécontentement à l'égard du système politique, 23% n'ont été convaincus par aucune liste ou candidat et 20% avaient d'autres préoccupations ou envie de faire autre chose.

Globalement les différents présidents de région ont tous été reconduits à l'exception de celui de La Réunion, avec seulement 17% des suffrages. La République en marche (LREM), le parti présidentiel, a recueilli 10.5% des suffrages à l'échelle nationale pour le premier tour ainsi que 7.1% des voix à l'échelle nationale pour le second. Il a échoué à remporter une région

voire à jouer le rôle d'arbitre. Si les cadres de ce parti rejettent la responsabilité sur la jeunesse de ce dernier ainsi que le temps de maturation pour une implantation locale, la politique d'Emmanuel Macron et du gouvernement ont joué LE rôle déterminant de cet échec. Quant au Rassemblement National (RN), il échoue lamentablement à conquérir une région suite à la faible mobilisation de son électorat lors de ces élections, il est même en net recul.

Pourtant les réactions des états-majors des principales formations politiques ainsi que des éditocrates et experts en tout genre est unanime : tous déplorent l'abstention inédite de ces élections et chacun a son explication, cependant ils l'expliquent lamentablement en disant que « les électeurs n'avaient pas la tête à aller voter », selon un sondage réalisé au lendemain du 1er tour. Ainsi selon les médias mainstream, les électeurs ne sont pas allés voter car ce sont des enfants voire des idiots qui n'en avaient rien à faire et ne voyaient pas les enjeux. Les formations politiques ont emboîté le pas. Ainsi Marine Le Pen a infantilisé ses électeurs lors de son discours au lendemain du premier tour, disant notamment que *« vous aurez constaté les conséquences électorales […] de votre abstention »* et les appelant à *« prendre 5 minutes […] pour faire entendre la voix du peuple. »* Réactions similaires par les différentes formations politiques, avec par exemple des *« DIMANCHE, AVEC MES POTES, JE VOTE ! »* pour Les Républicains (LR) sur Twitter, voire des *« Voter ne prend que 15 minutes, c'est à peine le temps de… »* pour une vidéo à l'initiative de Marlène Schiappa, preuve que l'infantilisation des travailleurs s'accentue continuellement. Elle marque ainsi clairement l'intensification d'une recomposition politique en cours pour le meilleur selon la bourgeoisie monopoliste et pour le pire selon les jeunes et le peuple-travailleur.

Le capitalisme montre encore une fois qu'il est LE problème et pas la solution. Fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange et sur l'accroissement infini des profits par la minorité de possédants dans un environnement toujours plus concurrentiel, le capitalisme est un mode de production toujours plus pourri, parasitaire, destructeur, incapable de répondre aux besoins des populations et des territoires et plongé dans une crise générale qui s'intensifie. Les résultats de ces élections et le profond sentiment de colère et d'apathie des travailleurs traduisent également le caractère de classe de l'État. Contrairement aux dires des éditocrates, des « experts » ou des politiciens en tous genres, l'État n'est pas un instrument neutre, au-dessus de la société et rendant des arbitrages entre les différents groupes sociaux composant cette dernière. L'État, c'est l'instrument de la domination d'une classe sur les autres et dans le cas du capitalisme il s'agit de la domination de la bourgeoisie. Depuis plus de 40 ans, la crise générale du capitalisme s'intensifie et la bourgeoisie monopoliste est confrontée à une accentuation croissante de la baisse tendancielle du taux de profits ainsi qu'à une intensification du rapport capital/travail et des rapports de propriété. Pour limiter voire contrecarrer ces effets indésirables, il est nécessaire pour la bourgeoisie monopoliste de casser toujours plus les salaires, les conditions de travail et de vie, l'emploi, l'outil industriel, les services publics, la sécurité sociale et les écosystèmes. À mesure la démocratie bourgeoise, comme forme de gouvernance prise par la domination politique de la bourgeoisie monopoliste, perd de son pouvoir de poudre aux yeux auprès des travailleurs. Ces derniers s'en détournent pour intensifier leurs actions militantes ou leurs luttes. Pour y faire face, les gouvernements successifs, qu'ils soient conservateurs, libéraux ou sociaux-démocrates, accentuent alors la répression de classe sur les travailleurs. La démocratie bourgeoise glisse vers un autoritarisme toujours plus liberticide et réactionnaire.

Il n'y a rien à attendre du bulletin de vote et des candidats du capitalisme. En revanche, seule la lutte paie ! L'accentuation de la précarité chez les jeunes, les terribles incertitudes sur la poursuite des études et sur l'entrée dans le monde du travail, sont des problèmes causés par le capitalisme et les candidats politiques de la bourgeoisie ne peuvent pas les résoudre ! Les combats des jeunes du peuple-travailleur font partie du grand combat de classe contre le capitalisme. Organisons notre colère contre le capitalisme, luttons ensemble pour une société plus juste et qui répondra aux besoins sociaux du peuple-travailleur ! ★

DÉSINFORMATION SUR CUBA

STOP À L'AGRESSION IMPÉRIALISTE !

TARAS

Ces dernières semaines, les médias bourgeois ont largement fait état des manifestations soi-disant « pro-démocratie » qui auraient secoué la République de Cuba à travers toute l'île. Les manifestants auraient protesté contre « la dictature castriste » pour « plus de démocratie », « contre la pauvreté » qui serait provoquée non pas par le blocus américain mais par le régime communiste. Ainsi, la campagne de dénigrement d'un État souverain et avec une économie qui construit le socialisme continue. Le remplacement de Raul Castro, révolutionnaire historique, à la tête de l'État et du Parti Communiste de Cuba par Miguel Díaz-Canel n'a pas empêché ce déferlement diffamatoire. En effet, on a assisté une manipulation à grande échelle aussi bien dans les médias que sur les réseaux sociaux, nouvelle arme bien exploitée par les impérialistes qui essaient de montrer que les mouvements populaires peuvent naître d'une initiative spontanée lancée sur internet. Bien évidemment, les manifestants n'ont pas avancé de revendications ou de mots d'ordre précis sur le plan social mais des banalités sur la prétendue liberté individuelle et la démocratie qui ne seraient pas possibles sous le socialisme. Rien n'a été dit sur les manifestations bien plus conséquentes des cubains qui sont descendus dans la rue pour défendre les acquis de la révolution, contre l'ingérence extérieure. Car il s'agit bien de la violation du droit des peuples à leur souveraineté puisque les foules manipulées par l'impérialisme contre l'État cubain agissaient objectivement dans les intérêts du grand capital qui veut remettre la main sur l'île pour qu'elle redevienne « son bordel géant ».

La « communauté internationale », constituée de principales puissances impérialistes dont les monopoles mènent une politique agressive, n'a pas tardé à réagir en condamnant les violences policières du régime qui auraient eu lieu à l'encontre des manifestants. Alors qu'en France par exemple, le discours sécuritaire du gouvernement se renforce, les policiers qui répriment les travailleurs sont soutenus par les partis bourgeois, y compris sociaux-démocrates (PS, etc.) ou sociaux-réformistes (PCF, FI etc…), les violences policières ne posent pas problème à la classe dominante. Les sociaux-démocrates américains soutiennent les manifestants contre le gouvernement de Díaz-Canel, preuve que leur prétendue lutte contre les

inégalités aux États-Unis ne sert qu'à alimenter leur démagogie inter-sectionnelle afin de jouer sur le mécontentement populaire pour augmenter leurs scores électoraux et soutenir Joe Biden qui continue la politique impérialiste des grands monopoles. Jamais ils ne s'attaquent aux vraies raisons des problèmes, aussi bien aux États-Unis, en France ou en ce qui concerne Cuba, où les pénuries sont provoquées non pas par le régime mais le blocus criminel avant tout condamné unanimement par 184 pays dans le monde.

Ces événements sont d'autant plus scandaleux que dans les conditions de crise sanitaire depuis plus d'un an et demi, la politique médicale de l'État cubain a permis non seulement de bien gérer la situation sur l'île et de développer son vaccin mais aussi d'aider les autres États en envoyant des médecins partout dans le monde, y compris en Europe. Le maire de Miami, Francis Suarez, cubain d'origine, a même appelé l'État américain à procéder à une intervention militaire ouverte sur l'île sous couvert de défense des populations qui seraient victimes du régime. Cette éventualité a été écartée par le gouvernement fédéral car cette situation a provoqué une nouvelle tension inter-impérialiste dans les Caraïbes, la Chine et la Russie s'étant rangés du côté de Cuba. Ils ont annoncé qu'ils seraient prêts à apporter toute l'aide nécessaire à Cuba afin de faire face à une possible intervention américaine. Le Venezuela a également assuré Cuba de son soutien militaire. Ces contradictions entre les plus grandes puissances jouent en faveur de la sauvegarde de la souveraineté cubaine pour l'instant. En s'assurant le soutien de la Chine et de la Russie, la République de Cuba se prémunit contre l'agression impérialiste américaine, même s'il ne faut pas se faire d'illusions sur la nature des États chinois et russe, qui participent aussi au jeu de l'impérialisme mondial en cherchant leur place sur la carte et en essayant de gagner, pour leurs monopoles, plus d'influence dans la région. Dans les processus qui se déroulent à Cuba, il est clair que le rôle de l'influence extérieure est important mais il faut aussi noter que les éléments petits-bourgeois jouent un rôle particulier. L'idéologie petite-bourgeoise persiste malgré tout et est

un produit interne de certaines réformes de marché qui sont menées aujourd'hui à Cuba. Lors de la mise en place de la politique de la NEP en URSS dans les années 1920, Lénine prévenait déjà que certains éléments du capitalisme régulé par l'État socialiste pendant un certain temps n'étaient pas forcément un danger pour la construction du socialisme. En revanche, les éléments petits-bourgeois et l'idéologie qui les accompagne peuvent constituer ce danger en l'absence d'une solide dictature du prolétariat comme dans la Russie de la NEP qui était vue comme un recul provisoire nécessaire pour mieux détruire les positions et privilèges acquis par la bourgeoisie.

À Paris, l'ambassade de la République de Cuba a été attaquée avec des cocktails Molotov dans la nuit du 26 au 27 juillet 2021.

Chaque concession au marché fait naître chaque jour un certain nombre de petits propriétaires. Et cela est bien évidemment utilisé par le grand capital mondial et l'impérialisme, par les éléments réactionnaires qui organisent des actions contre-révolutionnaires. C'est pourquoi, lorsque l'État socialiste tolère tactiquement des éléments de petite production marchande dans l'économie (et non des monopoles), dans tous les cas, il est nécessaire de lutter pour le caractère révolutionnaire et prolétarien du parti, de continuer à tracer et travailler à la nouvelle offensive du socialisme, pour des formes de socialisation complète. En aucun cas il ne faut supposer que le parti communiste peut exprimer les intérêts à la fois de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie, voire des grandes entreprises. Dans ce cas, l'inévitable lutte politique de classe sera transférée sous des formes latentes au sein du parti lui-même et le résultat en sera dommageable.

Les défis que le socialisme cubain, son gouvernement et le Parti Communiste ont devant eux sont nombreux et complexes, et seuls le sacrifice et la résistance de la population et le travail quotidien des communistes pourront y faire face avec efficience et respect du processus révolutionnaire vers la défense des acquis de la lutte, et pour la conquête de nouvelles victoires.

A Cuba, nous assistons à des manifestations qui utilisent déjà des slogans anti-socialistes et réclament un changement de système politique. Nous avons déjà vu cela par le passé et nous savons très bien à quoi cela mène. ★

SÉCURITÉ BOURGEOISE SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

FRANZ

Depuis le plan Vigipirate de 2015, qui donne à l'armée française la possibilité d'appuyer la police et les autorités civiles, jusqu'à la loi sécurité globale en 2021, qui a provoqué des manifestations et des mouvements de masses, ainsi que la crise du Covid laissant voir un État bourgeois restreindre toujours plus son cercle de décision et de pouvoir, il semble que le problème de l'insécurité soit une question politique capitale et incontournable pour n'importe quel débat et prise de position. La « gauche de la gauche » du spectre politique bourgeois n'y trouve d'ailleurs rien à dire, comme Fabien Roussel qui déclare que « la gauche doit prendre à bras-le-corps les questions d'insécurité qui gangrènent l'existence de tant de villes et de quartiers populaires ». Est-ce vrai ? Non, et nous allons le voir. Pourquoi ce thème est-il devenu si important ? C'est également ce que nous tenterons d'analyser.

Tout d'abord, en s'arrêtant sur des données factuelles, nous trouvons de nombreux biais et manipulations de la part de l'appareil médiatique bourgeois. En ce qui concerne, par exemple, les agressions à l'encontre des forces de l'ordre, il est à noter que le recensement de ces agressions se fait de policier à policier alors que pour celles que subissent les travailleuses et les travailleurs il s'opère de travailleur à policier. La question d'une objectivité de statistiques au vue de ces questions n'est pas simplement un manque de rigueur, mais bien une manipulation consciente. Quant aux problèmes d'insécurité dans la vie quotidienne, il suffit de s'arrêter sur l'une des enquêtes de l'INSEE – l'institution statistique la plus importante en France – intitulée « cadre de vie et sécurité ». On voit que les individus interrogés qui placent la délinquance comme le problème le plus important dans la société en 2019 sont en sixième position avec dix pour cent, derrière entre autres le chômage, la pauvreté et l'environnement. Pourquoi donc ce thème est-il devenu hégémonique ?

Il est clair que la sécurité que veulent les travailleurs et qui les préoccupe est celle d'un logement, de la nourriture, de l'emploi. Imposer la « sécurité » comme synonyme de résolution d'un prétendu problème d'une violence grandissante sert à diviser toujours plus les travailleurs entre eux, les empêcher de s'organiser collectivement au prétexte de « l'urgence nationale ». Par son fond raciste issu de son statut impérialiste, les lois sécuritaires de l'État bourgeois français ont toujours su et continuent à savoir comment

empêcher non seulement toute question de fond permettant une conscience de classe, mais aussi comment diviser entre elles des couches sociales et des organisations qui auraient tout intérêt à s'unir.

Comment comprendre l'emprise de la bourgeoisie ? D'abord elle est bien effective, nous la remarquons avec le nombre de débats portant sur ce thème, la place qu'il occupe dans tous les programmes des partis du spectre politique bourgeois. La classe bourgeoise diffuse son idéologie et domine de sa volonté les débats publics. Elle le fait de la même manière qu'elle tient sa domination sur la production de richesses matérielles : la propriété privée des moyens de production, d'échange et de communication. En effet, comme tous les secteurs d'activités sous le capitalisme, les médias sont achetés et concentrés dans les mains de quelques investisseurs parasites décidant de ce qui est discutable ou non. Ces mêmes investisseurs sont des propriétaires de monopoles et des capitaines d'industries, exploitant des millions de travailleurs et de travailleuses. Qui sont-il ? Parmi les plus notables : Patrick Drahi, Vincent Bolloré, Xavier Niel, Bernard Arnault, Arnaud Lagardère, les enfants de Serge et Olivier Dassault. Nous n'avons aucun mal à comprendre qu'ils ont tous le même intérêt de classe : défendre le capitalisme et l'État bourgeois et diviser les travailleurs entre eux. Ainsi la classe bourgeoise s'organise dans ses clubs, ses réseaux de connaissances et autour de leurs chefs de file, avec par exemple entre autres, le club du Siècle pour l'appareil médiatique. Ce qu'ils veulent conserver est la sécurité de la maximisation toujours croissante de leurs profits au détriment de la vie des millions de travailleuses et de travailleurs.

En interrogeant la sécurité et le renforcement de l'État bourgeois si bien prônés par la bourgeoisie, on pourrait se demander en toute légitimité la cause des menaces terroristes. N'est-ce pas le fruit d'une politique impérialiste et de destruction menée par les monopoles et l'État français dans le monde ? Ces mêmes monopoles qui veulent accaparer les matières premières au détriment des peuples et dont les capitaines sont aussi propriétaires des grands médias français ? De la même manière, si on change de prisme en parlant de sécurité de l'emploi et de la santé, les monopoles et l'État français ne sont-ils pas responsables de la précarité et des licenciements massifs, ainsi que de la destruction du système de santé publique au nom de la maximisation des profits ?

Notre sécurité, celle de l'emploi, du logement, de la santé, de l'éducation et des loisirs ne peut être assurée que par nous, les travailleuses et les travailleurs ! Seul le peuple-travailleur crée des richesses et fait tourner le pays, c'est donc lui qui doit avoir le pouvoir pour diriger la société ! Toutes les expériences socialistes, où le peuple-travailleur avait mis fin à la dictature de la bourgeoisie, ont réussi à abattre la faim, à loger chaque individu, à assurer à tous et à toutes un emploi, une santé et une éducation de qualité. La sécurité des travailleuses et des travailleurs ne peut être effective qu'avec la liquidation totale du capitalisme. Organisons-nous pour exiger et imposer notre sécurité dans la vie quotidienne ! ★

JIM

NELSON MANDELA

Né le 18 juillet 1918, Nelson Mandela fut un des symboles de la lutte pour la liberté, contre la discrimination en Afrique du Sud et dans le monde entier. Il devient membre du Congrès national africain (ANC) dès 1943 dans le but de combattre le régime de l'apartheid, c'est-à-dire la ségrégation raciale imposée par la minorité blanche en Afrique du Sud.

D'abord partisan de la lutte non-violente, ce sont les événements qui l'amènent à changer de stratégie pour la lutte armée. Ainsi en 1960 a lieu le massacre de Sharpeville : la police fait feu sans sommation sur une foule qui se disperse, faisant 69 morts dont 18 femmes et 10 enfants, ainsi qu'environ 200 blessés. L'état d'urgence est alors déclaré par le gouvernement et l'ANC est interdit. En 1961 Nelson Mandela fonde puis dirige le MK, la branche armée de l'ANC en lien avec le Parti Communiste sud-africain (SACP). Il coordonne des campagnes de sabotage, des plans de guérilla, il se forme militairement en Algérie indépendante et étudie notamment Ernesto Che Guevera. « La révolution ne consiste pas seulement à appuyer sur la détente d'un fusil ; son but est de créer une société honnête et juste » : ces paroles montrent que Mandela avait le soucis de transformer la société et que sa lecture de la révolution ne s'inscrit pas dans une fétichisation de l'insurrection et de la guérilla.

Arrêté (notamment avec la participation de la CIA) puis jugé en 1962, Nelson Mandela passe presque 28 ans en prison et n'a jamais renoncé à ses convictions malgré les tentatives d'amadouement des impérialistes en échange de sa liberté conditionnelle. Ces mêmes impérialistes qui ont soutenu et alimenté l'apartheid, et qui aujourd'hui nous font croire qu'ils sont des missionnaires de la bonne conscience et de la liberté, alors qu'ils n'en sont que les fossoyeurs.

MOUVEMENT DU 26 JUILLET

Alors que la campagne médiatique des impérialistes bat son plein dans les médias et sur les réseaux sociaux, le 26 juillet 2021 fut une fête nationale à Cuba qui a montré et rappelé au monde que le peuple cubain est engagé dans le processus révolutionnaire et dans la lutte contre l'impérialisme. Cette fête célèbre le mouvement lancé par Fidel Castro, un 26 juillet 1955, afin de regrouper des forces révolutionnaires suite à l'échec de l'attaque de la caserne de la Moncada le même jour en 1953.

Si on retient le renversement du régime dictatorial de Batista en 1959, cette date reste néanmoins importante et décisive dans l'impulsion de la révolution cubaine. Fidel Castro et ses compagnons rencontrent les premières années des difficultés concrètes, c'est l'organisation du M-26 qui a permis une survie logistique et un renforcement progressif des forces vives de la révolution. Le M-26 était constitué de deux branches interdépendantes. La première, urbaine, subit de lourdes pertes mais sera décisive dans l'effondrement final du régime de Batista, elle alimente, équipe et envoie des nouvelles recrues à la seconde branche, rurale, le « M-26 Sierra ». Cette dernière harasse les forces armées de Batista, prend le contrôle de régions décisives, coordonne les forces révolutionnaires sur l'île, mène un campagne d'alphabétisation et confère des soins médicaux aux paysans.

Contrairement aux dires de la propagande réactionnaire et anti-communiste, Fidel Castro et le M-26 ont montré du respect pour les prisonniers de guerre pendant la guérilla. Aucun d'entre eux n'a été abattu et ils recevaient des soins médicaux, ce qui a permis à la guérilla de se renforcer en accueillant ceux qui voulaient les rejoindre.

CONTRE MACRON, CONTRE LE CAPITALISME
REJOINS LE COMBAT !

Je reste en contact avec l'UJC ☐
Je rejoins l'UJC ☐
NOM, Prénom : _____
Ville, Code Postal : _____
Téléphone : _____
Mail : _____

Parti Communiste Révolutionnaire de France
Les Amis d'Oulianov B.P.40084
75862 PARIS CEDEX 18

RETROUVE NOUS SUR :

@UNION_JC #UNIONJC

WWW.UNIONJC.FR